

GMBI : Un fiasco confirmé par la Cour des Comptes

En 2023 Solidaires Finances Publiques avait sonné une nouvelle fois l'alerte sur le fiasco prévisible de GMBI « Gérer mes biens immobiliers » notamment sur l'infaisabilité de cette opération, en pleine campagne déclarative de l'impôt sur le revenu. Solidaires Finances Publiques avait vu juste puisque cette campagne a tourné au fiasco pour nos concitoyens et a été un véritable cauchemar pour les personnels de la DGFIP.

La Cour des Comptes dans sa dernière publication épingle la DGFIP sur le sujet et confirme les éléments portés à la connaissance de l'administration par notre organisation syndicale.

En effet, Solidaires Finances Publiques avait tiré des signaux d'alarme dès les premiers échanges avec l'administration en 2020 en dénonçant un logiciel non abouti, les aberrations organisationnelles ainsi que les absurdités calendaires liées à la mise en place de cette réforme collision avec la campagne déclarative à l'impôt sur le revenu notamment.

Ainsi, la Cour des Comptes constate que le coût propre à la mise en place du logiciel a été multiplié par 3 passant son coût direct à 37,2 M€ au lieu de 12,7 M€. Cette augmentation est due notamment au coût de prestataires externes mais aussi un coût induit sur les finances publiques suite à des erreurs de taxation qui ont amené à des dégrèvements pris en charge par le budget de l'État à hauteur de plus d'1,3 milliards d'euros.

Enfin, autre surcoût mis avant par la Cour des comptes, celui des mesures d'urgence pour faire face à la charge de travail supplémentaire avec entre autres l'appel à des contractuels pour un montant de 20 M€.

Dans ce rapport, la Cour des Comptes formule des recommandations comme celle de « désigner un directeur de projet transverse de plein exercice rattaché au directeur général pour la conduite de projets informatiques à forts enjeux techniques, juridiques, administratifs et financiers » ou « engager les actions nécessaires à la diminution du taux de dégrèvement et faire du taux de dégrèvement des impôts locaux un indicateur de la mission Remboursements et dégrèvements »

Solidaires Finances Publiques déplore l'absence de certaines recommandations telles que la fin des suppressions d'emplois, la réinternalisation de l'informatique et d'allouer les moyens budgétaires nécessaires pour transformer les fiascos en succès. Enfin une dernière recommandation pourrait être portée à la connaissance de l'administration, celle de la place du dialogue social et d'entendre la parole portée par les organisations syndicales notamment celle de Solidaires Finances Publiques. Cette dernière aurait permis d'éviter un tel fiasco peu valorisant pour l'administration et qui a mis à mal les personnels attachés à la qualité du service rendu.

Pour Solidaires Finances Publiques le fiasco de GMBI est avant tout de la responsabilité du Gouvernement qui a porté ce projet s'inscrivant dans les politiques de réduction des dépenses publiques qui n'ont de cesse de détruire la qualité des services publics et d'amoindrir les recettes de l'Etat.